

COMMUNE DE DOUE

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE  
(77)

---

**Demande d'examen au cas par cas  
préalable à la réalisation d'une  
évaluation environnementale pour le  
zonage d'assainissement de Doue**

*Article R. 122-17 II du Code de l'Environnement*

*Zones mentionnées aux 1 à 4 de l'article L2224-10 du  
Code Général des Collectivités Territoriales*

**Dossier provisoire**

01640474 | Octobre 2017 | v1





Bâtiment Octopus  
11 rue Georges Charpak  
77127 Lieusaint

Email : hydratec.lieusaint  
@hydra.setec.fr

T : 01 79 01 51 30  
F : 01 64 13 99 32

Directeur d'affaire : EOM

Responsable d'affaire : CMW

N°affaire : 01640474

Fichier : 40474\_Enquete\_au\_cas\_par\_cas.docx

Version	Date	Etabli par	Vérifié par	Nb pages	Observations / Visa
v1	Octobre 2017	Yuji F.		18	



## TABLE DES MATIÈRES

1	INFORMATIONS GENERALES .....	7
2	QUESTIONNAIRE .....	9
2.1	Questions générales de contexte .....	9
2.1.1	Caractéristiques des zonages et contexte .....	9
2.1.2	Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées 11	
2.2	Questions spécifiques .....	16
2.2.1	Zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées.....	16

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Localisation des zones humides (Source : DRIEE)	12
Figure 2 : Carte des éléments de la trame bleue et verte (Source : DRIEE)	13
Figure 3 : Liste des espèces protégées (Source : Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien)	15
Figure 4 : Périmètres de protection du captage de Doue (source : PLU)	17
Annexe 1 Carte d'actualisation du zonage eaux usées	21
Annexe 2 : Cartes du zonage en vigueur	23
Annexe 3 : Cartes de l'aptitude des sols à l'infiltration	25

# 1 INFORMATIONS GENERALES

La procédure de demande d'examen au cas par cas pour les plans et programmes a été introduite par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement. Son objectif est d'identifier en amont, parmi les plans et programmes visés par l'article R. 122-17-II du code de l'environnement, ceux qui sont susceptibles d'avoir des impacts notables sur l'environnement et donc de faire l'objet d'une évaluation environnementale. Il résulte du 4° de l'article R. 122-17-II du code de l'environnement que les zonages d'assainissements relèvent de l'examen au cas par cas.

Selon l'article L2224-10 du CGCT, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent :

1. Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
2. Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
3. Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
4. Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Ces zonages sont soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Par ailleurs, les révisions et modifications des zonages d'assainissement sont également visées par l'obligation d'un examen au cas par cas.

Dans certains cas, la réalisation ou la révision de ces zonages et celle du document d'urbanisme sont menées conjointement. Si le document d'urbanisme fait partie de ceux soumis à évaluation environnementale de façon systématique, les zonages qui seront annexés au document devraient relever également automatiquement d'une évaluation environnementale. Si le document d'urbanisme relève d'un examen au cas par cas, les deux demandes d'examen au cas par cas devraient être faites conjointement à (ou aux) l'autorité environnementale compétente.

L'article R.122-18 du code de l'environnement définit la procédure applicable à l'examen du cas par cas.

La personne publique responsable<sup>1</sup> doit transmettre à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, à un stade précoce dans l'élaboration du plan, et dès que ces informations sont disponibles, les informations suivantes :

- une description des caractéristiques principales du plan, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités ;
- une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan ;
- une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan.

A cet effet, la personne publique responsable doit transmettre les réponses aux questions détaillées ci-après.

Il résulte de l'article R.122-17-II du code de l'environnement que pour les zonages d'assainissement, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement est le préfet de département. Cette autorité se prononce au regard des informations fournies par la personne publique responsable et des critères de l'annexe II de la directive n°2001/42/CE<sup>2</sup>. Elle doit consulter obligatoirement le directeur général de l'agence régionale de santé. D'autres consultations facultatives (services police de l'eau par exemple) peuvent également être réalisées.

L'autorité compétente en matière d'environnement doit publier sur son site internet les informations transmises par la personne publique responsable. La date à laquelle est susceptible de naître la décision tacite est également mentionnée sur son site internet.

Elle dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de ces informations pour informer, par décision motivée, la personne publique responsable de la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale. L'absence de décision notifiée au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

---

<sup>1</sup> La personne publique responsable peut être différente pour les différents zonages selon la compétence propre de chaque niveau de collectivité (commune, EPCL,...)

<sup>2</sup> Annexe II : Critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visées à l'article 3, paragraphe 5 1. Les caractéristiques des plans et programmes, notamment :

- la mesure dans laquelle le plan ou programme concerné définit un cadre pour d'autres projets ou activités, en ce qui concerne la localisation, la nature, la taille et les conditions de fonctionnement ou par une allocation de ressources ;
- la mesure dans laquelle un plan ou un programme influence d'autres plans ou programmes, y compris ceux qui font partie d'un ensemble hiérarchisé ;
- l'adéquation entre le plan ou le programme et l'intégration des considérations environnementales, en vue, notamment de promouvoir un développement durable ;
- les problèmes environnementaux liés au plan ou au programme ;
- l'adéquation entre le plan ou le programme et la mise en œuvre de la législation communautaire relative à l'environnement (par exemple les plans et programmes touchant à la gestion des déchets et à la protection de l'eau).

2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, notamment :

- la probabilité, la durée, la fréquence et le caractère réversible des incidences ;
- le caractère cumulatif des incidences ;
- la nature transfrontalière des incidences ;
- les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement (à cause d'accidents, par exemple)
- la magnitude et l'étendue spatiale géographique des incidences (zone géographique et taille de la population susceptible d'être touchée) ;
- la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison :
  - de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel particuliers ;
  - d'un dépassement des normes de qualité environnementales ou des valeurs limites ;
  - de l'exploitation intensive des sols ;
- les incidences pour des zones ou des paysages jouissant d'un statut de protection reconnu au niveau national, communautaire ou international.



## 2 QUESTIONNAIRE

Sur la commune de Doue, l'assainissement (collectif et non collectif) est géré par le syndicat mixte d'assainissement du Nord-Est (SIANE 77).

Suite à l'enquête publique de 2001, le zonage d'assainissement a été défini comme suit (la carte jointe en **annexe 1** permet de localiser les quartiers cités ci-dessous) :

- Assainissement collectif (en 2 zones) :
  - Une première regroupant le bourg et le hameau Croupet ;
  - Une deuxième regroupant les hameaux du Grand Saussoy, du Petit Saussoy, de Butheil et de Melarchez.
- Assainissement non-collectif pour les hameaux du Taillis, de Baillard, de la Loge, de Villers, du Château, de Neuillis, du Plessier, de la Chevie, des Chaises et de Mauroy.

Le hameau du Bois Baudry est également zoné en assainissement collectif dans le cadre de la mise en place d'un réseau de collecte pour l'ensemble du hameau qui est à cheval sur les communes de Doue et de la Trétoire.

La présente demande au cas par cas concerne la révision de ce zonage, avec le passage en assainissement non collectif pour les hameaux du Grand Saussoy, du Petit Saussoy, de Butheil, de Melarchez et du Bois Baudry.

### 2.1 QUESTIONS GENERALES DE CONTEXTE

#### 2.1.1 Caractéristiques des zonages et contexte

**1) Une démarche de schéma directeur d'assainissement a-t-elle été menée préalablement à vos propositions de zonages d'assainissement ?**

Le Schéma Directeur d'Assainissement (SDA) de la commune de Doue a été finalisé en 2001 et a permis d'élaborer un zonage d'assainissement des eaux usées collectif et non collectif. Ce zonage a été approuvé en 2002, et est défini comme indiqué ci-dessus.

La présente demande au cas par cas se fait dans le cadre d'une révision de ce zonage.

**2) Est-ce une révision de zonage d'assainissement**

Oui. (cf. carte en **annexe 1**)

- **Si oui, veuillez joindre les cartes de zonage existantes ?**

Les cartes du zonage approuvé en 2002 sont disponibles en **annexe 2**.

- **Quelles sont les raisons pour lesquelles votre zonage d'assainissement est mis en révision ?**

La commune envisage le passage en assainissement non collectif pour les hameaux du Grand Saussoy, du Petit Saussoy, de Butheil, de Melarchez et du Bois Baudry.

Cela fait suite au choix de ce type d'assainissement par la commune de la Trétoire pour la partie du hameau de Bois Baudry qui se trouve sur son territoire, et suite à l'analyse technico-économique réalisée par Setec Hydratec en 2017, montrant que l'assainissement non collectif est économiquement plus avantageux.

• **Quelle est la date d'approbation du précédent ?**

Le zonage actuellement en vigueur a été approuvé en mars 2002 suite à enquête publique.

**3) La réalisation/modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'une modification/révision/création d'un document d'urbanisme et lequel (PLU, carte communale) ?**

La révision du zonage es réalisée en parallèle de la révision du PLU de la commune.

**4) Votre PLU/carte communale fait-il/elle l'objet d'une évaluation environnementale<sup>3</sup> ?**

Non.

**5) Avez-vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ?**

Non.

**Si non, pourquoi ?**

Un zonage pluvial a été fait et approuvé en mars 2002, et celui-ci ne fait pas l'objet d'une révision.

**Si oui, qu'est-ce qui vous incite à la mise en place de ce zonage ?**

Sans objet

**6) Avez-vous prévu de réaliser un zonage relatif aux zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ?**

Non.

**Si non, pourquoi ?**

Un zonage pluvial a été fait et approuvé en mars 2002, et celui-ci ne fait pas l'objet d'une révision.

**7) Quel est le type principal de vos réseaux de collecte des eaux usées (séparatifs, unitaires) ?**

Le réseau de la commune est unitaire.

---

<sup>3</sup> Selon le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

**8) Existe-t-il des ouvrages de rétentions des eaux pluviales sur le territoire concerné par le zonage ?**

Il n'y a pas d'ouvrage de rétention des eaux pluviales sur le territoire concerné par le zonage.

**9) Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones vont-elles s'étendre ? (environ en ha)**

La présente révision concerne le changement de type d'assainissement de zones déjà définies. Aucune extension n'est envisagée.

**2.1.2 Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées**

**10) Etes-vous/intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs) ?**

Non

**11) Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant :**

**D'une zone de baignade ? Dans ce cas, un profil de baignade a-t-il été réalisé ?** Non

**D'une zone conchylicole ?** Non

**D'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné) d'alimentation en eau potable ?** La commune comprend un point de captage pour l'eau potable autour duquel sont définis des périmètres immédiat, rapproché et éloigné, tous à l'intérieur du territoire communal.

**D'un périmètre de protection des risques d'inondations ?** Non

**12) Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur ?**

**Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ?** La commune fait partie du territoire du SAGE des Deux Morin approuvé par arrêté interpréfectoral le 21 octobre 2016.

**Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) ?** Il n'existe pas de DTA en Seine-et-Marne.

**Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) ?** Pas de SCoT.

**Autres ?** Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands de la période 2016 – 2021 entré en vigueur le 20 décembre 2015.

**13) Le territoire dispose-t-il ?**

**De cours d'eau de première catégorie piscicole ?** Non

**Des réservoirs biologiques selon le SDAGE ?** Non



**Éléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ?** La carte des composantes de la trame verte et bleue de la région Ile-de-France montre la présence d'un corridor fonctionnel des prairies, friches et dépendances vertes (cf. figure ci-après).

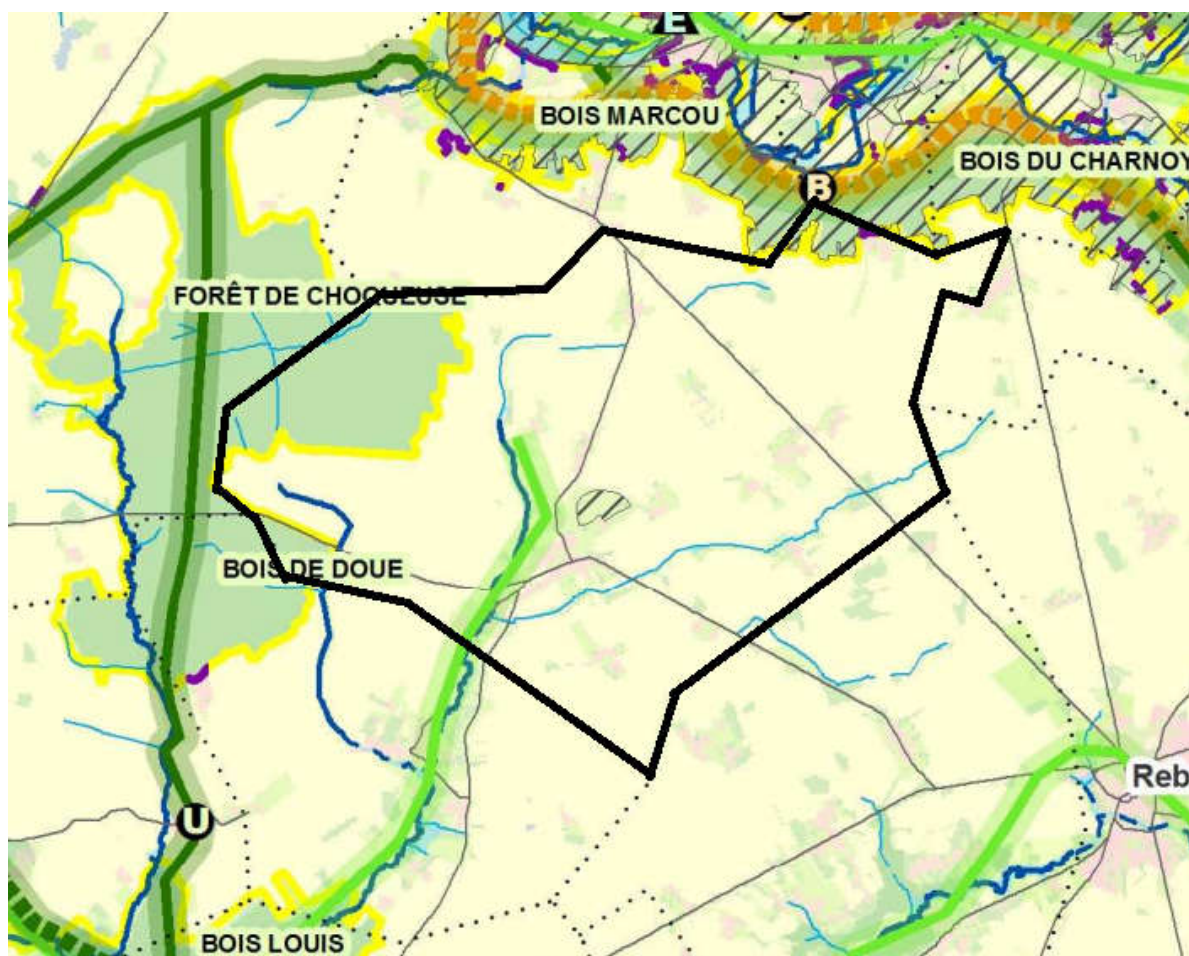


Figure 2 : Carte des éléments de la trame bleue et verte (Source : DRIEE)





**Présence connue d'espèces protégées ?** Le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien mentionne la présence de plusieurs espèces protégées sur la commune de Doue. Ces espèces sont listées ci-après :

#### Liste Rouge de la flore vasculaire d'Ile de France

##### EN


Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Carex strigosa</i> Huds., 1778	Laïche à épis grêles, Laïche maigre	2014	

##### VU


Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Helictochloa pratensis</i> (L.) Romero Zarco, 2011	Avoine des prés	2006	
<i>Helictochloa pratensis</i> subsp. <i>pratensis</i>	Avoine des prés	2006	
<i>Isopyrum thalictroides</i> L., 1753	Isopyre faux Pigamon	2014	
<i>Lysimachia minima</i> (L.) U.Manns & Anderb., 2009	Centenille naine	2002	
<i>Lysimachia nemorum</i> L., 1753	Lysimaque des bois, Mouron jaune	2014	

Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (modifiée par la Directive 97/62/CEE du Conseil du 27 octobre 1997, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement et du Conseil du 29 septembre 2003 et la Directive 2006/105/CE du 20 novembre 2006)

##### Annexe II

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Anacamptis pyramidalis</i> (L.) Rich., 1817	Orchis pyramidal, Anacamptis en pyramide	2015	

##### Annexe V

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Galanthus nivalis</i> L., 1753	Perce-neige, Goutte de lait, Clochette d'hiver, Galanthine, , Galanthe des neiges	2014	



Règlement (CE) N° 338/97 (modifié par le Règlement (UE) N° 101/2012 du 6 février 2012) du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce

Annexe B

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Anacamptis pyramidalis</i> (L.) Rich., 1817	Orchis pyramidal, Anacamptis en pyramide	2015	<a href="#">➤</a>
<i>Epipactis helleborine</i> (L.) Crantz, 1769	Épipactis à larges feuilles, Elléborine à larges feuilles	2004	<a href="#">➤</a>
<i>Himantoglossum hircinum</i> (L.) Spreng., 1826	Orchis bouc, Himantoglosse à odeur de bouc	2014	<a href="#">➤</a>
<i>Neottia ovata</i> (L.) Bluff & Fingerh., 1837	Grande Listère	2014	<a href="#">➤</a>
<i>Ophrys apifera</i> Huds., 1762	Ophrys abeille	2015	<a href="#">➤</a>
<i>Ophrys aranifera</i> Huds., 1778	Ophrys araignée, Oiseau-coquet	2014	<a href="#">➤</a>
<i>Ophrys aranifera subsp. aranifera</i>	Ophrys araignée	2014	<a href="#">➤</a>

Arrêté ministériel du 13 octobre 1989 relatif à la liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire, modifié par les arrêtés ministériels du 5 octobre 1992 (JORF du 28 octobre 1992, p. 14960) et du 9 mars 2009 (JORF du 13 mai 2009, p. 7974)

Article 1er

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Convallaria majalis</i> L., 1753	Muguet, Clochette des bois	2014	<a href="#">➤</a>
<i>Doronicum plantagineum</i> L., 1753	Doronic à feuilles de plantain	2004	<a href="#">➤</a>
<i>Galanthus nivalis</i> L., 1753	Perce-neige, Goutte de lait, Clochette d'hiver, Galanthine, , Galanthe des neiges	2014	<a href="#">➤</a>
<i>Hyacinthoides non-scripta</i> (L.) Chouard ex Rothm., 1944	Jacinthe sauvage, Jacinthe des bois, Scille penchée	2014	<a href="#">➤</a>
<i>Ilex aquifolium</i> L., 1753	Houx	2002	<a href="#">➤</a>
<i>Polystichum setiferum</i> (Forssk.) T.Moore ex Woyn., 1913	Polystic à frondes soyeuses, Fougère des fleuristes, Aspidium à cils raides	2014	<a href="#">➤</a>
<i>Viscum album</i> L., 1753	Gui des feuillus	2014	<a href="#">➤</a>

Arrêté interministériel du 11 mars 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Île-de-France complétant la liste nationale

Article 1

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Isopyrum thalictroides</i> L., 1753	Isopyre faux Pigamon	2014	<a href="#">➤</a>

Espèces végétales déterminantes dans le Bassin parisien

Catégorie 1-1

Taxon de référence	Nom vernaculaire	Dernière observation	Source
<i>Carex strigosa</i> Huds., 1778	Laïche à épis grêles, Laïche maigre	2014	<a href="#">➤</a>
<i>Isopyrum thalictroides</i> L., 1753	Isopyre faux Pigamon	2014	<a href="#">➤</a>
<i>Lysimachia minima</i> (L.) U.Manns & Anderb., 2009	Centenille naine	2002	<a href="#">➤</a>
<i>Polystichum setiferum</i> (Forssk.) T.Moore ex Woyn., 1913	Polystic à frondes soyeuses, Fougère des fleuristes, Aspidium à cils raides	2014	<a href="#">➤</a>

Figure 3 : Liste des espèces protégées  
(Source : Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien)

**Autres ? N.C.**

**15) Quel est le niveau de qualité<sup>4</sup> des milieux aquatiques, au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) ?**

D'après les données indiquées dans le SDAGE 2016-2021, le ru de l'Orgeval (code FRHR149) (Autres dénominations, selon les sources d'informations : ru de l'Étang de la Motte, ru des Avenelles) a pour objectif l'atteinte du bon état global d'ici à 2027. La dérogation, basée sur des raisons économique, technique et naturelle, concerne l'état écologique qui est dégradé par la présence de nutriments et de nitrates.

**16) Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?**

La surface urbanisée n'augmentera pas de façon significative à l'horizon du PLU, les orientations privilégiant la densification des zones bâties et la protection des espaces naturels et agricoles.

Evolution prévue :

- 100 logements avec 2,33 hab/foyer
- Urbanisation supplémentaire à l'horizon du PLU : 3 ha

**17) Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ?**

L'étude de Schéma Directeur d'Assainissement finalisée en 2001 comprenait la réalisation d'études de sols qui a permis d'établir une carte d'aptitude des sols à l'infiltration (ci-joint en **annexe 3**).

## **2.2 QUESTIONS SPECIFIQUES**

### **2.2.1 Zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées**

#### **a) Caractéristiques du zonage et contexte**

**1) Y'a t-il des adaptations de grands secteurs, qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage assainissement ?**

Il n'y a pas eu d'adaptations entraînant la révision du zonage.

**2) Avez-vous établi conformément à l'article L2224-8 du CGCT votre schéma d'assainissement collectif des eaux usées ?**

Le SDA de la commune a été finalisé en 2001.

**Ce schéma est-il programmé ou en cours de réalisation pour l'échéance fin 2013 ?**  
Sans objet.

**3) Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés ?**

Les contrôles des systèmes d'assainissement non collectifs sont réalisés depuis 2008 par le SIANE.

**Les non conformités ont-elles été levées ?** Les non-conformités sont levées pour 80% des installations via réhabilitation et création d'un réseau de collecte (dans le Bourg et le hameau du Croupet)

---

<sup>4</sup> L'information se trouve sur le site <http://www.eaufrance.fr> ou <http://www.lesagencesdeleau.fr>



Sont-elles en cours ? Oui.

4) Imposez-vous un minimum parcellaire du fait du mode d'assainissement non collectif ?

Non.

b) Zones susceptibles d'être touchées par sa mise en œuvre et incidences sur l'environnement et la santé humaine

5) La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) disposent-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage) selon l'article L2224-9 du CGCT ?

La collectivité dispose d'un captage d'eau potable, située au lieu-dit « Les Maisons Brulées » dont les différents périmètres de protection sont rappelés par la carte suivante.

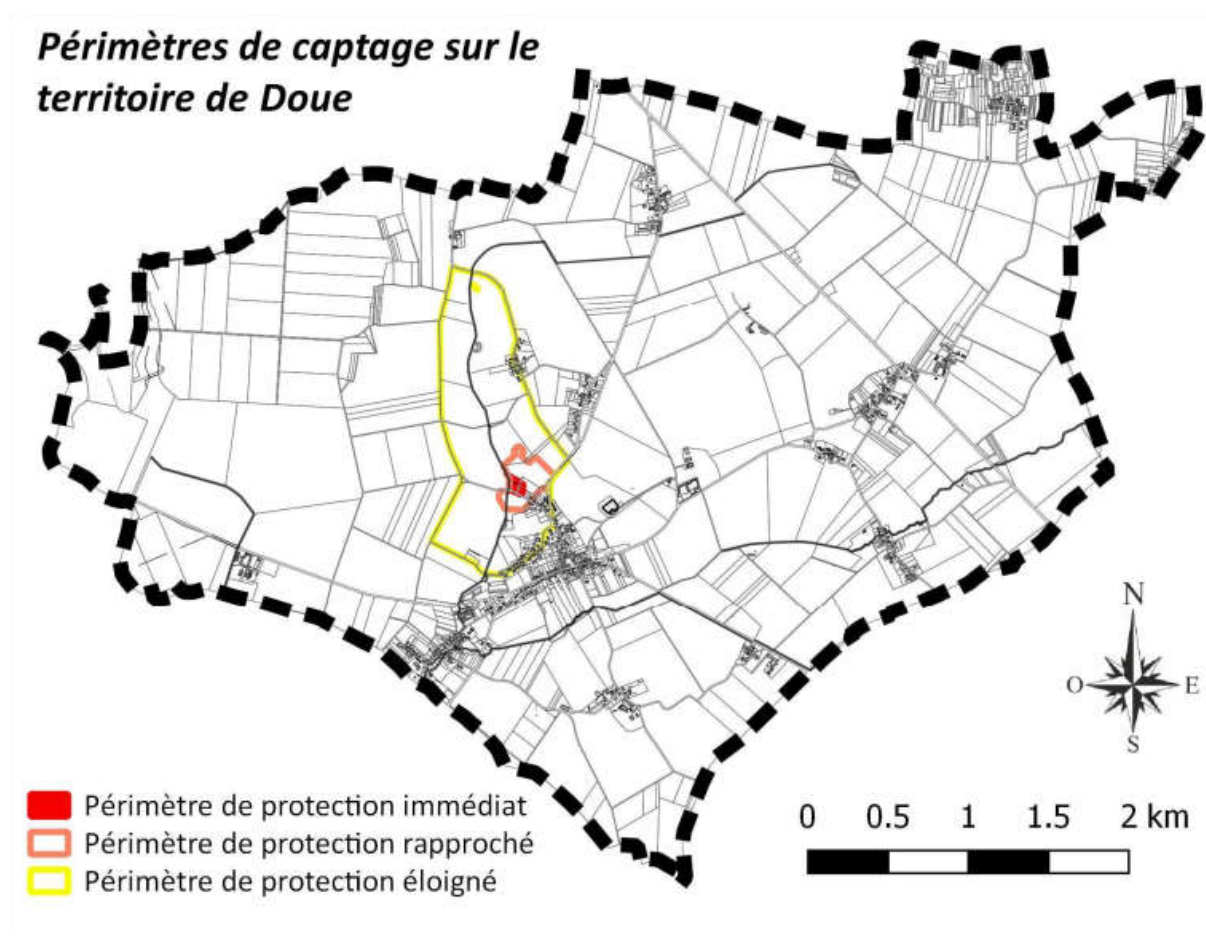


Figure 4 : Périmètres de protection du captage de Doue (source : PLU)

Si oui, sur (à proximité d') une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ? Les zones qui font l'objet d'un changement de type d'assainissement ne se trouvent pas dans les périmètres de protection du captage d'eau potable.

**6) Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en ANC que l'infiltration (rejet en milieu hydraulique superficiel...) ?**

Conformément à la réglementation en vigueur (Arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'Arrêté du 07 mars 2012 et fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5) les eaux usées traitées sont prioritairement infiltrées à la parcelle, quand la perméabilité du sol est comprise entre 30 et 500 mm/h sur une épaisseur supérieure ou égale à 0,70 m ;

Dans le cas où le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement ne respecte pas cette condition, les eaux usées traitées seront drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, et s'il est démontré, par une étude particulière, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.

**7) La station de traitement des eaux usées actuelle est-elle en surcharge ?**

Lors des mesures d'efficacité réalisées par le SATESE en Septembre 2016, la STEP était en surcharge hydraulique avec un coefficient de charge hydraulique de 164% en temps sec.

**Par temps sec ?** Oui.

**Par temps de pluie ?** N.C.

**De façon saisonnière ?** Le système d'assainissement étant très sensible aux introductions d'Eaux Claires Parasites Permanentes, la station sera plus susceptible d'être en surcharge durant les périodes de nappe haute.

**8) Avez-vous des mesures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU) ?**

Le gestionnaire du réseau (SIANE) est en cours de réflexion sur les mesures à mettre en œuvre.

**9) Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes,...) ?**

La révision du zonage ne prévoit pas d'éléments pouvant améliorer les performances du système de collecte et réduire les consommations énergétiques des équipements.

**Par une cohérence topographique entre les zones collectées ?** Sans objet.

**Autres ?** Sans objet.



## ANNEXES



## ANNEXE 1

### CARTE D'ACTUALISATION DU ZONAGE EAUX USEES



## ANNEXE 2 :

### CARTES DU ZONAGE EN VIGUEUR





### ANNEXE 3 :

## CARTES DE L'APTITUDE DES SOLS A L'INFILTRATION